Destins entremêlés : l'Occident et le reste

Partage international n° 70 – Juin 1994

par Felix Rohatyn

La chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme en Europe (de l'Est et de l'Ouest) ont créé une nouvelle réalité historique. Portant jadis sur les domaines militaires et idéologiques, la compétition entre les grandes puissances s'exerce désormais sur le terrain de l'économie, opposant l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord, le Japon, la Chine et le Sud-Est asiatique en cette fin de siècle.

Cet esprit de compétition a contribué à répandre l'idée que l'échec colossal du communisme en matière économique et politique constitue une victoire du capitalisme le plus pur, version reaganienne ou thatchérienne. Cette idée est dangereuse, pour deux raisons.

D'abord elle est fausse: le communisme s'est effondré en raison de son inefficacité et de ses contradictions internes, lorsque les communications et la technologie modernes l'ont forcé à mettre un terme à son isolation.

Ensuite, car cela conduit à l'hypothèse non démontrée selon laquelle les économies de marché peuvent fonctionner avec une croissance issue de gains de productivité, des réductions des dépenses militaires, une concurrence étrangère, tout en procurant simultanément un haut niveau d'emplois et une amélioration constante du standard de vie d'une large majorité de la population.

Le danger de telles affirmations se fait déjà sentir en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique. Les espoirs fondés sur ces méthodes, plaquées sur des systèmes archaïques et des mentalités ayant des décennies de retard, étaient totalement utopiques.

Dans le meilleur des cas, on aurait pu s'attendre à une déception. La réalité a montré que, pour beaucoup, ce fut même une faillite totale. Inflation, corruption, insécurité et humiliation ont remplacé la peur dans le domaine politique et la relative sécurité économique qui caractérisaient les régimes communistes. Il me semble y avoir deux raisons à ces échecs :

Premièrement, l'idée de base était fausse. Pour des pays socialistes en transition, une « thérapie de choc » économique combinée avec une démocratisation immédiate ne pouvait conduire, dans la plupart des cas, qu'à un échec économique et/ou à une réaction politique.

Deuxièmement, nous qui vivons dans des pays industrialisés possédant une économie et un système politique des plus avancés dans le monde, avons encore à prouver que le capitalisme de libre marché peut assurer à la fois la liberté politique, la création de richesse et l'égalité de sa distribution.

Mais il se pourrait bien que cela soit irréalisable et que la liberté politique et la création de richesse aient pour prix le chômage et l'instabilité des revenus pour une grande partie de la population. Il s'agit là d'une politique de pur reaganisme ou thatchérisme, tel que l'illustre l'attitude actuelle (implicite plutôt qu'explicite) de la plupart des gouvernements occidentaux, les Etats-Unis compris.

Les libéraux se sont toujours battus pour la liberté alliée à la justice: il en résultait une redistribution des richesses et une certaine sécurité sociale assurée par les gouvernements. Les conservateurs sont pour la liberté et la création de richesse: le résultat a trop souvent montré un accroissement des écarts entre les classes sociales et économiques ainsi qu'une nette insuffisance de la protection offerte à ceux qui sont dans le besoin. Tant que nous ne résoudrons pas ce dilemme, les options économiques et politiques seront remises en cause dans toutes les démocraties.

Il me semble que pour que stabilité politique et démocratie règnent au 21e siècle, trois objectifs doivent être atteints: les démocraties occidentales développées (les Etats-Unis, le Canada et l'Europe de l'Ouest), tout comme le Japon, doivent résoudre les problèmes engendrés par un chômage structurel et des déficits budgétaires chroniques. La création d'emplois stables constitue le défi économique et social le plus important auquel l'Occident ait à faire face. En raison de la faiblesse de leurs économies et de l'imperfection de leurs politiques fiscales, les Etats-Unis et l'Allemagne se sont trop endettés. Avec les autres pays de l'OCDE, ils devraient peu à peu devenir les principales sources d'investissement en capital pour le reste du monde. Les grands pays en voie de développement — la Chine, l'Inde, ceux de l'ex-Union soviétique et d'Amérique latine —

devraient suivre leur propre voie pour atteindre des économies de marché et une croissance économique durable.

Beaucoup de pays de l'Asie du Sud-Est ont parfaitement réussi. Les facteurs culturels et historiques ne doivent pas être négligés dans la détermination de l'approche de chaque pays vis-à-vis de l'économie de marché. Une stabilité sociale, politique et monétaire sont indispensables pour attirer les investissements étrangers et mobiliser l'épargne locale.

Un récent article de Henry Rowen, publié dans le *Wall Street Journal*, suggérait un scénario probable pour les années 1990-2020 en ce qui concerne la croissance économique, divisant le monde en pays « riches » et « non-riches ». Ce scénario montre qu'une forte croissance est indispensable dans les économies de la partie «non-riche» du monde, simplement pour permettre aux pays développés d'atteindre un niveau de croissance acceptable. La croissance *per capita* dans les pays de l'OCDE serait de 1,3 % par an, tandis qu'elle serait de 3,5 % dans les pays « non-riches ».

Pour atteindre ce résultat, il faudrait adopter des politiques économiques conjuguées entre les pays, sur une échelle totalement nouvelle. Les objectifs du Plan Marshall et des recommandations de Bretton Woods seraient modestes en comparaison. Etant donné l'importance des exportations pour l'économie des Etats-Unis, il est évident que ce pays connaîtrait de sérieuses difficultés si le monde en voie de développement interrompait sa croissance.

Pour la première fois dans l'histoire moderne, l'Occident devra trouver sa locomotive dans une nouvelle croissance du reste du monde. Les Etats-Unis doivent prendre des initiatives en vue de la réalisation de cet objectif, en établissant des plans économiques et commerciaux à long terme ayant pour but une croissance économique durable en Amérique latine, en Chine, en Inde et dans les autres pays du Sud-Est asiatique, de même qu'une politique étrangère soulignant l'importance de l'intégration économique internationale et de la croissance. Le monde semble bien plus sûr aujourd'hui qu'il ne l'était avant la chute du mur de Berlin, bien que la sécurité soit relative et que beaucoup de dangers subsistent. Il est certain que la sécurité peut être renforcée par la croissance économique et que la croissance américaine dépend largement du reste du monde. Les Etats-Unis ne pourront résoudre leurs problèmes économiques et sociaux qu'en aidant les autres pays à résoudre leurs propres problèmes.

Auteur : Felix Rohatyn, membre de la direction de Lazard Frères et Cie, banque d'investissement et chef de file du Municipal Assistance Corporation qui a sauvé New York de la faillite dans les années 1970.
Thématiques : Économie
Rubrique : Point de vue